

## Notes de la réunion des présidents de la COSAC du 30 janvier 2023 au Riksdag

Le 30 janvier, le Riksdag a accueilli la réunion des présidents de la COSAC, à laquelle ont participé plus de 40 présidents et vice-présidents des États membres de l'UE, ainsi que des pays candidats et des parlements spécialement invités. Le vice-président du Parlement européen Othmar Karas et le président de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen (AFCO) Salvatore De Meo étaient également présents. La réunion était présidée par Hans Wallmark (Parti modéré) et Matilda Ernkrans (Parti social-démocrate), respectivement président et vice-présidente de la Commission des affaires européennes du Riksdag. La réunion des présidents de la COSAC rassemble les présidents des organes parlementaires nationaux spécialisés dans les affaires européennes. Le Riksdag participe à la COSAC par le biais de la Commission des affaires européennes.

La réunion a consisté en deux sessions principales. La première portait sur les mesures que l'UE peut prendre dans la lutte contre la criminalité organisée, et a débuté par des présentations de la commissaire européenne Ylva Johansson, du chef du département opérationnel national de la police suédoise Johan Olsson et de la secrétaire générale de l'EPCAT Suède Anna Karin Hildingson Boqvist. La deuxième session portait sur les priorités de la Présidence suédoise, et a commencé par une présentation du directeur de cabinet de la Ministre des affaires européennes Christian Danielsson.

Chaque session était conclue par un débat. En outre, la réunion visait également à préparer la session plénière de la COSAC, qui aura lieu au Parlement suédois du 14 au 16 mai.

Plus d'informations sur la réunion, ainsi que des enregistrements vidéo des sessions, sont disponibles sur le site web du Riksdag dédié à la dimension parlementaire de la présidence : <https://parleu2023.riksdagen.se/fr/conferences/reunion-des-presidents-de-la-cosac/>.

### *Session I – Que peut faire l'UE dans la lutte contre la criminalité organisée ?*

La commissaire européenne Ylva Johansson a ouvert la session en décrivant la criminalité organisée comme étant l'une des plus grandes menaces actuelles pour l'Europe. L'extrémisme de l'islamisme et de l'extrême droite constitue également un élément important de cette menace. Toute forme de criminalité organisée mine la confiance à la fois dans nos sociétés et dans nos économies. 80 % des criminels sont également actifs dans l'économie légale et 70 % opèrent dans au moins trois pays différents, a poursuivi la commissaire, soulignant que les criminels se professionnalisent et s'organisent de plus en plus comme des entrepreneurs internationaux. 60 % d'entre eux s'adonnent à la corruption. Dans le même temps, le recours à la violence dans ces groupes augmente rapidement et prend des formes de plus en plus graves. Presque tous les crimes ont désormais une dimension numérique. C'est pourquoi la nouvelle législation européenne sur les preuves électroniques est importante. La commissaire Johansson a également cité des exemples de bonne coopération policière dans le cadre d'Europol, comme dans le cas d'EncroChat. Elle a ainsi salué la mise à jour du règlement Europol adopté l'année dernière, qui facilitera notamment le traitement des preuves à l'aide d'outils basés sur l'IA. Une question importante est l'accès d'Europol et des autorités policières à de grandes quantités de données. Un groupe de haut niveau se penchera sur la question.

La commissaire Johansson a proposé un nouveau code de coopération policière pour faciliter la coopération entre les polices des différents États membres ; et la Commission européenne négocie actuellement une nouvelle législation pour faciliter la recherche dans les bases de données des autres

États membres. Par ailleurs, la commissaire a mentionné la forte augmentation de la consommation de drogue en Europe et le recours à de nouveaux itinéraires dans ce cadre. Dans ce contexte, il est important de suivre l'argent pour s'attaquer aux incitations à commettre des crimes, en particulier pour empêcher les jeunes d'entrer dans la criminalité.

La commissaire Johansson a également insisté sur l'importance de trouver un juste équilibre entre sécurité et protection de la vie privée. Il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle, a-t-elle souligné, mais d'une tâche politique importante. En outre, la violence sexuelle en ligne à l'encontre des enfants est un problème bien plus important que nous ne l'imaginons, a-t-elle constaté. Dans ce contexte, elle a fait état de partenariats fructueux de longue date avec les fournisseurs de service Internet. L'été prochain, la législation temporaire actuelle visant à identifier les infractions sexuelles en ligne à l'égard d'enfants arrivera à expiration, et la Commission européenne a proposé une nouvelle législation, qui, selon la commissaire, est essentielle pour protéger les enfants victimes d'infractions sexuelles en ligne.

La parole a ensuite été donnée à Johan Olsson, chef du service des opérations nationales de la police suédoise. Johan Olsson a souligné que bien que l'usage de la force en Suède soit quelque peu unique, la criminalité organisée est un problème qui touche toutes les forces de police de l'UE. Johan Olsson a souligné deux éléments importants au niveau de l'UE dans la lutte contre la criminalité organisée : d'une part la législation récemment adoptée sur l'interopérabilité, et d'autre part la nécessité de contrôles efficaces aux frontières. Johan Olsson a fait valoir que le système d'entrée/sortie devrait être étendu aux citoyens de l'UE également. Par ailleurs, il a souligné que la criminalité organisée se commet de plus en plus en ligne et qu'il est important pour la police d'avoir les mêmes possibilités d'action en ligne que dans le monde physique. Les criminels utilisent leurs propres médias sociaux et ils sont très adaptables. Johan Olsson a également mis en avant le besoin d'outils basés sur l'IA pour traiter les grandes quantités de données qui doivent être collectées pour poursuivre efficacement la criminalité en ligne. Il a aussi fait l'éloge d'Europol, en déclarant qu'il est important de lui permettre de se concentrer sur sa tâche principale, qui est de soutenir les autorités policières nationales.

La parole a ensuite été donnée à Anna Karin Hildingson Boqvist, secrétaire générale de l'ECPAT Suède. Anna Karin Hildingson Boqvist a commencé par parler du travail de l'ECPAT en tant qu'organisation de la société civile et de leur recours à divers outils pour prévenir la criminalité par la diffusion de connaissances et d'actions de formation de l'opinion. L'ECPAT coopère à la fois avec les autorités et les entreprises. En outre, l'ECPAT gère trois activités opérationnelles : un outil en ligne, une ligne d'écoute pour les enfants et une ligne d'écoute pour les familles. L'ECPAT peut apporter sa contribution par sa compréhension du monde des enfants et de leur vie en ligne. La criminalité évolue sans cesse, a souligné Anna Karin Hildingson Boqvist. La criminalité en ligne à l'égard des enfants est un problème mondial, et elle est souvent organisée. Anna Karin Hildingson Boqvist a évoqué le chantage sexuel et comment il se produit de manière différente pour les filles et les garçons. Les conséquences pour les enfants et les jeunes sont graves : décrochage scolaire, anxiété et autres conséquences négatives à long terme. L'accent doit être mis sur la technologie, qui présente à la fois des opportunités et des problèmes. La majorité du matériel criminel est stockée sur des serveurs en Europe, et Anna Karin Hildingson Boqvist a exprimé son soutien pour la proposition de la Commission européenne d'une législation permanente visant à combattre les infractions sexuelles en ligne à l'égard des enfants. Enfin, elle a souligné que des résultats durables nécessitent des ressources et des actions importantes. Il n'y a pas de solution facile ou bon marché à ce problème.

Un débat a suivi. De nombreux participants ont souligné l'importance d'une coopération accrue et d'un échange général d'informations au sein de l'UE dans ce domaine (Moreno ES, Terzi di Sant'Agata IT, Spruds LV et d'autres). D'autres participants ont établi des liens avec la question de la migration et ont appelé à une action plus forte contre le trafic illégal de migrants et à un renforcement de la frontière extérieure (Giglio Vigna IT, Poolamets EE, Illés HU, et d'autres). Certains ont souligné les liens avec la situation géopolitique et les acteurs étatiques antagonistes (Kairidis EL, Spruds LV, Moreno ES).

Plusieurs d'entre eux ont également évoqué l'importance de la lutte contre la corruption (Efsthaliou CY, Rapin FR), d'un bon équilibre entre vie privée et protection (Spruds LV, Søreide NO) et d'une coopération renforcée avec les pays tiers ou Interpol (Moreno ES, Jazlowieska PL). Certains députés ont également évoqué l'importance d'approuver l'entrée de la Bulgarie et la Roumanie à l'espace Schengen (Musoiu RO, Illés HU).

### *Session II – Les priorités de la présidence suédoise*

La session a débuté par un discours du directeur de cabinet de la Ministre des affaires européennes Christian Danielsson, qui a fait remarquer qu'une présidence forte repose sur le soutien de l'intérieur et que les parlements nationaux jouent un rôle majeur dans l'ancrage de la politique européenne. Il a souligné que la Suède prend la Présidence à un moment de l'histoire où les défis sont nombreux, dont le plus important est la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Faire face aux conséquences de la guerre sera notre principale priorité, a-t-il déclaré ; l'Ukraine lutte pour sa survie mais aussi pour notre liberté et nos valeurs. Le soutien de l'UE à l'Ukraine a également été une grande réussite. Le principal objectif de la présidence est de maintenir l'unité dans cette question et de continuer à soutenir l'Ukraine sous toutes les formes. Dans le même temps, Christian Danielsson a noté que l'UE doit être capable de faire face à la fois aux défis à court terme et aux défis à long terme tels que la crise climatique. Il a également présenté les quatre grandes priorités de la Suède. En ce qui concerne la sécurité intérieure de l'UE, il a notamment souligné la nécessité de renforcer les contrôles aux frontières et d'accroître la coopération contre la criminalité organisée, tout en rappelant que l'immigration clandestine constituait un défi croissant. En ce qui concerne la deuxième priorité, la compétitivité, l'Europe est à la traîne au niveau mondial, a-t-il averti. Ajoutant : Nous saluons les ambitions des États-Unis en matière de lutte contre le changement climatique, mais nous devons également nous attaquer aux conséquences négatives de la loi sur la réduction de l'inflation (IRA), tout en soulignant l'importance d'adopter une perspective à long terme sur cette question. La compétitivité sera discutée lors de la réunion du Conseil européen au mois de mars. La question du climat est la troisième priorité, et Christian Danielsson a souligné que l'une des principales tâches consiste à mettre en œuvre le paquet « Ajustement à l'objectif 55 ». La sécurité énergétique et les prix de l'énergie sont également des questions importantes à traiter. Enfin, l'État de droit est crucial, et la présidence continuera à poursuivre les processus déjà engagés.

La parole a ensuite été donnée au vice-président du Parlement européen, Othmar Karas, qui a apporté une première contribution, un peu plus longue, au débat. Le vice-président Karas a félicité le choix des priorités et a invité les participants à les internaliser et à en faire leurs propres priorités au sein de leurs parlements nationaux et au niveau national. Nous devons gagner les citoyens à ces questions, a-t-il souligné, mettant en garde contre un débat institutionnel sur les compétences, la polémique ou la confrontation. Nous faisons face à des crises plus importantes que celles que l'Europe a connues depuis 1945, a-t-il déclaré, appelant à un débat plus actif sur la politique de sécurité. En ce qui concerne la politique migratoire, il a déclaré que jusqu'à présent, nous ne sommes pas parvenus à avoir l'unité nécessaire sur cette question, et qu'il était important de mettre en place un cadre de politique migratoire avant les prochaines élections européennes. La crise énergétique a également été abordée, le vice-président Karas appelant à une réforme du marché de l'énergie et à la mise en place du paquet « Ajustement à l'objectif 55 ». Il a par ailleurs cité la conférence sur l'avenir de l'Europe, précisant que les résultats de celle-ci doivent être examinés, et qu'il s'agit là d'une question de confiance.

Un débat a suivi. L'importance d'un soutien continu à l'Ukraine a été évoquée par un grand nombre d'intervenants (Anglade FR, Oomen-Ruijten NL, Hofreiter DE et d'autres). Dans ce contexte, certains ont soulevé des questions connexes telles que l'utilisation des actifs russes gelés pour reconstruire l'Ukraine (Spruds LV) et la traduction en justice des criminels de guerre (Terzi di Sant'Agata IT, Jazlowieska PL). Une attention accrue à la politique de sécurité a également été demandée (Kairidis EL, Simeonova BG, Sumelzo ES). Plusieurs ont soutenu la candidature de la Suède à l'OTAN et ont critiqué la Turquie pour ne pas l'avoir ratifiée (Moreno ES, Capoulas Santos PT, Gapsys LT et

d'autres). L'importance de la sécurisation de l'approvisionnement énergétique dans l'UE a été évoquée par un certain nombre d'entre eux (Jazlowieska PL, Hassi FI). Certains ont soulevé la question de l'élargissement et l'importance de la voie des Balkans occidentaux vers l'UE (Hajdukovic HR, Buchmann AT, Stier HR). Certains participants ont également soulevé la question de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à Schengen (Musoui RO, Dincu RO, Simeonova B